

# Graves accusations de dérives intégristes dans un lycée catholique sous contrat à Paris

Le journal Le Parisien (14 – 04 – 2014) et la radio Europe 1 se font l'écho des graves accusations de dérives intégristes du lycée catholique Gerson, situé dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, à Paris. Ils relaient les plaintes d'élèves, d'enseignants et de représentants de la FEP (Fédération de l'Enseignement Privé)-CFDT, qui dénoncent à la fois un endoctrinement des élèves et une pression sur les professeurs. De très nombreux faits précis sont relatés. Par exemple, l'intervention, lors d'un cours obligatoire, de l'association Alliance Vita, dont le site fait la promotion de la (mal nommée) « Manif pour tous », qui regroupe des groupes d'extrême droite engagés contre la loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe. Plus grave, à cette occasion, l'avortement aurait été traité d'« homicide volontaire », d'après une adolescente. Par ailleurs, selon la FEP-CFDT, la sélection des futurs élèves (école, collège, lycée) se ferait sur des bases qui n'ont rien de républicain : « Clairement, on ne veut pas d'enfants non baptisés, ni d'enfants issus de familles recomposées, de parents séparés ou de famille monoparentale, ni de Juifs, affirme Valérie Ginet ». Cette dernière précision nous rappelle qu'en 2006, déjà, le Rectorat de Paris avait dû suspendre un enseignant de cet établissement pour cause d'antisémitisme. Enfin, il est de notoriété publique que le lycée Gerson est sous l'emprise de l'Opus Dei et que son histoire a été mouvementée. C'est déjà beaucoup. Mais, complétons l'information de la presse par un ajout qui a son importance: cet établissement bénéficie depuis 1968 de l'argent public, puisqu'il est sous contrat.

**Question à Monsieur le ministre de l'Education nationale** : après tant d'années d'atermoiements de l'État, le moment ne serait-il pas venu de contrôler le contenu des enseignements dispensés par le lycée Gerson, afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas contraires à la loi ? Ne faudrait-il pas surtout suspendre son financement public ? C'est une suggestion, de portée essentiellement symbolique, que nous faisons au moment où le gouvernement prépare un plan drastique d'économies.

Gérard DELFAU